

## ***LES CHANCES DE LA FRANCE***

L'ambiance, en France, est à la morosité ; la tendance, elle, est au « *déclinisme* » : la France recule, elle se fait distancer sur tous les fronts des statistiques. C'est vrai pour la croissance, mesure emblématique du dynamisme économique, c'est vrai pour les finances où budget, dette publique et commerce extérieur sont des signes inquiétants de nos déséquilibres ; c'est aussi avéré pour nos universités, nos villes, notre capacité d'innovation, de travail, etc. On n'en finirait pas d'évoquer cette litanie. Outre qu'il relève d'un masochisme pernicieux, ce constat supposé d'infériorité ne présente pas d'intérêt : il colle trop à la réalité du moment pour être un indicateur d'avenir ; ce déficit circonstanciel ne tient pas assez compte du « potentiel » de la situation.

Si la France s'est faite distancer par l'Allemagne, rejoindre par la Grande-Bretagne, sans parler de la Chine, cela pose à tout le moins une question de fond : n'est-ce dû qu'à un essoufflement passager de la société française, insuffisamment et mal organisée, peu innovante et amorphe, voire archaïque ? Essoufflement, s'il était confirmé, qui pourrait être atténué par une relance adaptée à la conjoncture, en réformant cet archaïsme supposé. Ou bien n'est-ce pas plutôt la conséquence d'une « exception française », d'une incapacité foncière à adopter le modèle anglo-saxon, pour être clair d'un refus de se glisser, après tant de siècles d'originalité, dans les habits empruntés d'un libéralisme étranger ? On entend souvent, à cet égard, des experts financiers et des journalistes s'offusquer de la réticence voire de l'antilibéralisme français. Cette critique n'est pas pertinente : les Français ne sont ni pro ni anti-libéraux : le libéralisme ne correspond tout simplement ni à leur histoire, ni à leur culture, ni à leurs modes d'organisation. La France est sans aucun doute une démocratie, au sens

le plus achevé du terme, mais ce n'est sûrement pas un pays libéral au sens où l'entendent les Anglo-Saxons.

Les critiques les plus virulents qui sonnent le tocsin du déclin français sont comme par hasard des libéraux qui n'ont eu de cesse que de voir la France se placer dans les rangs du système libéral. Or, paradoxalement, la plus grande chance de la France, en ce temps de libéralisme, est de ne pas être entrée dans ce moule. Contrairement à ce que proclame le discours critique libéral, la France n'est pas dépassée : elle est déphasée. Son décrochage par rapport à ses concurrents date des années 1980, à l'issue des Trente Glorieuses. Après la reconstruction gaulliste, la France a traversé une période d'incertitude politique, de confrontation économique, où elle n'a pas su trouver les moyens de se redéfinir et de se repositionner ; elle s'est laissé « embarquer » par la conjoncture. Or, il apparaît, à l'observation des crises et à l'étude des critères de fonctionnement du système actuel que les beaux jours du libéralisme sont derrière nous et que cette idéologie, comme avant elle son alter ego socialiste, va déboucher sur une impasse ; en tout cas il paraît assuré qu'elle ne passera pas l'épreuve de la « mondialisation asiatique ».

Le temps est donc venu, en raison des incertitudes et des risques qui pèsent sur l'avenir, de se démarquer de ce système, de prendre position et de choisir la voie du futur. La chance de la France, c'est d'avoir l'opportunité de reconstituer un projet de société au moment même où le monde, à qui s'est imposé un modèle de développement confronté à ses propres excès et à ses contradictions, s'interroge sur son avenir possible. La société française, aujourd'hui déstructurée et désorientée, mais héritière d'une tradition politique et culturelle originale sinon exceptionnelle, et toujours inventive, a cette faculté, à condition qu'elle trouve le ressort de s'organiser, d'élaborer - à usage universel - les éléments fondateurs de ce que pourrait être un nouveau « projet de développement » pour le XXI<sup>e</sup> siècle. A la différence de la plupart des Etats de même niveau, emportés par le courant de la mondialisation, la France, société politique s'il en fut, a une longue expérience du projet et est un des rares pays capables de s'investir ainsi dans le futur.

## **Le projet de société**

Pas de société sans projet. De ce point de vue, la France est exemplaire ; aussi loin que remonte notre histoire nationale, la France n'a cessé d'être porteuse de projet. Pendant un millénaire, l'unité française a été le projet constant du pouvoir politique ; les Lumières l'ont amplifié et transfiguré avec l'idée que cette unité nationale était transposable au genre humain parce qu'elle avait valeur universelle ; le gaullisme a fusionné les deux courants avec le souci de l'indépendance, c'est-à-dire d'une voie libre et différente. La France a toujours été une société politique animée par un projet.

Or, rien en France n'a succédé au projet de société gaulliste dénoncé en mai 1968. De programmes économiques en ajustements gestionnaires, la France n'a pas su se démarquer du courant libéral dominant et recréer son propre projet politique. L'effondrement idéologique à l'est a aggravé la situation d'une certaine façon en nous privant, à défaut de projet, de l'opportunité d'un contre-projet. La construction européenne autant sinon plus que la solidarité occidentale ont été de bons prétextes pour ne surtout pas se démarquer et pour rejoindre le camp majoritaire gagnant : la politique au fil de l'eau...La société française, société politique et donc organisée en fonction de ses finalités, souffre d'être assimilée à un système (libéral) sans perspective de long terme, système pour lequel elle a peu de dispositions et encore moins d'affinités. Cela signifie qu'en l'absence d'un projet politique qui lui soit propre, la société française se défait et n'existe plus en tant que telle. C'est tout cela – et rien que cela – qu'il faudrait prendre en compte si on veut tenter de reconstruire.

Certes, il y a le projet européen. Mais la France en a été singulièrement absente ces dernières années, pas seulement pour des raisons de politique intérieure mais plus probablement parce que l'orientation donnée à l'Union européenne depuis la fin de la guerre froide - le Traité de Maastricht - ne recueille plus l'agrément de la population. Une Europe anglo-saxonne et régionaliste - personnalisée par Bruxelles - se dessine dans laquelle les Français ne se reconnaissent pas. Dissoute dans un vaste ensemble géographique et culturel informel, la France se sent amputée d'une part de son essence et l'accepte

difficilement. Elle s'est laissée piéger par une construction européenne dans laquelle elle a de moins en moins voix au chapitre : elle vit mal cette contradiction entre sa place naturelle de puissance européenne et le rétrécissement évident de son influence dans l'Union.

L'idée d'une extension du projet européen aux pays de la Méditerranée participe de cette nécessité pour la France de sortir du carcan dans lequel elle s'est laissée enfermer. Cette idée est essentielle car elle devrait permettre de repenser l'Europe non plus comme un ensemble géographique défini et fermé mais comme une zone ouverte sur le monde, singulièrement sur l'Afrique et le Moyen-Orient, régions certes instables mais contre lesquelles il serait stupide de vouloir s'ériger en forteresse. L'Union pour la Méditerranée apparaît bien comme la chance de redonner un nouveau souffle au projet européen, projet dans lequel la France retrouverait un rôle moteur.

Mais dans le contexte actuel de crise mondiale, il semble que les ambitions de la France doivent se porter bien au-delà de l'Europe, même élargie au bassin méditerranéen. La crise qui affecte le monde entier est celle du « modèle de développement », celui-la même que les libéraux nous ont proposé sinon imposé comme seul horizon possible : un modèle productiviste et consumériste dont nous voyons aujourd'hui les limites physiques en même temps que les inégalités qu'il ne cesse de creuser entre les pays et entre les hommes. La nécessité d'inventer un nouveau modèle, ou a minima de faire évoluer l'actuel, s'impose à toutes les sociétés. Alors que monte un peu partout dans le monde une contestation du modèle économique, politique et culturel dominant, quant à son efficacité et surtout à son équanimité, la France, elle-même en délicatesse avec ce modèle et en décalage croissant avec celui-ci, n'est pas la plus mal placée pour le remettre en cause mais aussi pour tenter de l'amender. Peu de pays sont en situation et ont cette capacité de conduire une réflexion sur un sujet d'une telle importance. La France a le génie et les moyens - intellectuels et techniques - d'initier un tel projet de rénovation, de portée et d'intérêt mondiaux mais qui vaudrait d'abord pour elle-même et la replacerait *ipso facto* en cohérence avec sa tradition humaniste et au cœur des évolutions du monde.

Sur les quatre volets - économique, politique, social et culturel - qui

constituent l'essentiel du « modèle », aucun n'est plus aujourd'hui à l'équilibre. Dans chacun de ces domaines, des blocages, des contradictions, des inégalités se font jour qui remettent en cause l'efficacité, l'universalisme et donc l'avenir de ce modèle et le développement qu'il induit. Nous ne pouvons pas poursuivre très longtemps dans la voie actuelle : les excès financiers et les impasses économiques, les faiblesses des Etats et les impuissances politiques, les insuffisances et les inégalités sociales, l'uniformisation culturelle, sont trop flagrants et dévastateurs pour que nous restions passifs devant une telle dégradation de nos perspectives d'avenir.

Nous sommes revenus en quelque sorte à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle – en tous cas à la fin d'une époque – et il nous faut retrouver les « Lumières ». La France a cette chance exceptionnelle d'être, aujourd'hui, sur chacun des volets concernés, en position suffisamment à la fois avancée et décalée pour se situer, si elle y travaille, aux avant-postes de la modernité. Cinquième économie du monde, elle dispose, outre ses infrastructures modernes et une base industrielle et financière encore performante, d'atouts décisifs à l'égard de deux problèmes clés : l'énergie avec son parc nucléaire, l'alimentation avec la deuxième agriculture du monde. Sur le plan politique, l'exercice de la démocratie, par la pratique de l'alternance, s'est normalisé et pacifié. Reste encore son « modèle social » spécifique dont la fonction redistributive parvient à se maintenir malgré les aléas de la conjoncture ; sa démographie est équilibrée, ses universités sont loin d'être toutes aussi nulles qu'on se complaît à le dire, et sa capacité d'intégration de la population immigrée, certes toujours insuffisante en regard des besoins, est néanmoins assez remarquable, en tout cas inégalée. Sur le plan culturel, outre un patrimoine enviable, mis en valeur et visité, la francophonie pourrait être le vecteur porteur d'une voix de la France qui aurait à nouveau quelque chose à dire au monde.

Avec ces atouts, et malgré la crise mondiale qui atteint tous les secteurs, le système français est loin d'être démuné. Il suffirait de le réorienter pour lui insuffler une nouvelle énergie et lui rendre sa dynamique propre. Si nous voulons bien comprendre que ce monde – auquel nous ressemblons – nous regarde, pourquoi ne pas lui renvoyer cette image qu'il attend de nous, non pas celle de guide mais plutôt de

laboratoire d'idées et de creuset d'un certain humanisme ? Le projet pour la France du XXI<sup>e</sup> siècle n'est pas dissociable d'un projet universel. Il suppose que la France sorte de son nombrilisme actuel et de son misérabilisme ambiant, retrouve sa vocation mondiale qui est celle de participer avec son génie propre à la définition d'un « nouveau monde ».

### **Une société de projet**

Qui dit projet dit organisation, et que celle-ci soit cohérente avec celui-là. Tant que la France a été porteuse de projet, celui-ci émanait du pouvoir et la société y était assujettie. D'où l'omnipissance de l'Etat et de ses élites administratives, sa centralisation outrancière, un goût prononcé pour la hiérarchie : la société était gouvernée par le « haut » et devait obéissance.

Le mouvement de Mai 68 a contesté cette relation ainsi imposée entre le projet du « haut » et l'organisation du « bas ». Il a révélé que la société qu'on voulait « bloquée » sur le projet n'était plus en phase avec celui-ci et réclamait à travers sa jeunesse étudiante, à coups de slogans souvent puérils, d'être libérée d'un certain nombre des contraintes que lui faisait subir l'Etat. La conséquence principale de Mai 68, quelque jugement de valeur qu'on lui attribue, est d'avoir rompu cette alliance forcée entre l'Etat et la société, d'avoir désarticulé ce qui faisait effectivement l'unité française, d'avoir nié la suprématie de principe du haut sur le bas. Quarante ans plus tard, cette revendication est toujours d'actualité. La « société civile » aspire à être enfin l'inspiratrice de la démocratie et à ce que l'appareil politico-administratif en soit le moteur ; l'inverse de ce qui fut la règle jusqu'alors.

Cela suppose que cette « société civile », qui existe par définition mais de façon parcellaire et dispersée, soit organisée. Non de manière verticale sous l'autorité de l'Etat, mais en utilisant la flexibilité et la plurivalence des réseaux. Compartimentée, la société a aujourd'hui des moyens et une influence limités ; elle n'est pas en mesure de prendre les responsabilités que revendiquent ses acteurs les plus engagés. Dans ces conditions, le fossé entre le « système » et la société n'est pas près de se combler, et la synergie attendue pour un projet de développement entre le bas et le haut de la société risque fort de rester longtemps à l'état de

vœu pieux.

Nous sommes donc dans une impasse, les uns usant leurs forces pour réformer un système obsolète, les autres demeurant arc-boutés sur des droits acquis. Tout le problème actuel est de réaccorder les deux acteurs potentiels du projet – l’inspirateur et le moteur –, l’Etat et la société. Dans cet esprit, la *réforme de l’Etat* apparaît comme une priorité absolue ; depuis des années que nombre de commissions de tous types se sont penchées – souvent avec compétence et une grande pertinence – sur ce sujet central, il est temps de passer aux actes. L’Etat a tous les éléments en main, mais il lui faut du courage et du savoir-faire, car nombre de réformes doivent trancher avec les habitudes, avec certains bastions ministériels, avec des citadelles administratives...Quant à la société, nul besoin de la réformer, ni par décret ni par quelque autre mode de pression ; la société est telle que le monde moderne et les Français l’ont fabriquée, là encore qu’on s’en réjouisse ou qu’on le déplore. Une société ne se réforme pas, elle s’organise. Elle doit d’ailleurs s’organiser pour exister et jouer ainsi le rôle qu’elle revendique être le sien à l’ère de l’informatique et du savoir. Pour effectuer ce travail de déblocage et de refondation sociale, le Parlement et les diverses et nombreuses instances officielles ne suffisent pas ou sont inadaptées. Seuls des « Etats généraux » de la société auraient la légitimité et la capacité de jeter les bases d’une organisation de la société, qui réponde aussi bien aux aspirations des citoyens qu’aux exigences de la modernité.

Si nous voulons travailler à un projet de développement, c’est-à-dire remettre la nation en cohérence avec elle-même et avec le monde du XXI<sup>e</sup> siècle, les deux chantiers doivent être conduits en parallèle. La réforme de l’Etat n’a de sens que si elle conduit à un système politico-administratif en cohérence avec une société elle-même réorganisée en fonction d’un projet de développement. La clef est bien là : réformer l’Etat et réorganiser la société en fonction d’un projet lui-même fondateur, et non réformer ou réorganiser pour faire comme les voisins, pour s’adapter, pour se moderniser. Tout cela ne motive pas, ne fait pas « sens » et n’entraîne donc pas l’adhésion mais au contraire réticences et résistances. C’est en fonction d’un « projet de développement » nouveau et stimulant que les citoyens, à titre individuel

ou comme acteurs sociaux, non seulement accepteront le changement mais le prendront même à leur compte. La France peut être ce pays qui invente, en même temps que le projet, le cadre politique et social qui permette de le mettre sur les rails.

Pour que la réforme soit dynamique et vertueuse et entraîne la société dans cet élan rénovateur, il faut qu'elle soit ample, profonde, régénératrice. La France a besoin de faire bouger les lignes : pas d'ajustements à la marge, mais des transformations qui obligent à rebâtir donc à tout repenser et à oublier le passé. La France peut saisir cette chance d'inventer le XXI<sup>e</sup> siècle si elle est audacieuse. Si elle s'adapte à l'existant en prenant exemple ici ou là sur les pays qui ont effectivement bougé ces dernières années, elle va recoller au peloton, pas plus. Si elle ose se projeter à vingt ou trente ans, ce qui est prospectivement dans l'ordre du possible, alors elle se transformera de l'intérieur et indiquera la voie aux autres nations. Pour exister à nouveau comme société, pour « faire société », les Français doivent sortir de leurs querelles intestines et de leurs communautarismes pour s'élever au niveau du monde.

Société déjà « mélangée », sur la voie du métissage, la France doit s'identifier au monde dans lequel elle est immergée et qui l'inspire. Une fois encore, par la grâce de cette énième mondialisation, l'histoire de France peut se confondre avec la construction du monde. La vraie chance de la France est là, dans cette intimité avec l'universel qui l'oblige à se donner à nouveau un destin en repensant le monde.

Mais elle doit le faire avec son génie propre, tel qu'il est unanimement reconnu et souvent jaloué, sans chercher à recopier un modèle, sans vouloir faire comme les autres, mais en s'imprégnant du monde pour le réinterpréter et lui inspirer à grands traits les éléments constructeurs d'une ère nouvelle.

*Penser et agir autrement*, telle est la seule façon pour la France de saisir sa chance de rester dans l'histoire.

*Ce texte a été publié dans le numéro 34 d'AGIR, en avril 2008.*